

besoins d'urgence et à court terme de ces pays, et, toutes les fois que possible, son aide servira de "capital-développement" dans le cadre de projets et de programmes destinés à accroître l'autosuffisance dans les régions moins avancées. Le Canada restera en outre l'un des principaux contributeurs du Programme alimentaire mondial.

La crise énergétique a eu un très grand impact dans les pays les moins avancés, qui ne disposent pas généralement de réserves d'hydrocarbures sur place et n'ont pas une capacité d'exportation suffisante pour acquitter des factures énergétiques de plus en plus élevées. D'autres sources de combustible, comme le bois de feu, dont dépendent les populations rurales des pays les moins avancés, s'épuisent, ce qui entraîne de sérieuses conséquences environnementales et sociales.

Comme l'a indiqué le premier ministre Trudeau lors de la Conférence des Nations Unies sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables, tenue à Nairobi, le Canada prévoit intensifier son aide au développement dans le secteur énergétique, domaine où il a une compétence technique et une expérience considérables. Le Centre de recherches pour le développement international entreprendra un programme de recherche énergétique d'envergure qu'il mènera en grande partie dans les pays les moins avancés; le programme mettra l'accent sur l'utilisation de ressources locales pour la solution de leurs problèmes énergétiques. En outre, le Canada affectera 25 millions de dollars à un programme visant l'élaboration et l'application de nouvelles techniques énergétiques, particulièrement dans la région du Sahel.

Le mois dernier, mon gouvernement a annoncé la création de Pétro-Canada International, une filiale de notre société pétrolière nationale, qui aura pour objectif d'aider les pays en développement importateurs de pétrole à exploiter leurs propres ressources énergétiques, et tout spécialement les hydrocarbures. Nouveau mécanisme d'aide au développement du gouvernement canadien, cette institution sera active dans les secteurs susceptibles de fournir des ressources géologiques ou autres et qui n'attireraient pas autrement l'investissement privé. Bon nombre de ces ressources se trouvent dans les pays les moins avancés. Ces mesures s'inscrivent dans le contexte de la grande offensive décennale du Canada dans le domaine de l'énergie.

Dans sa déclaration inaugurale, le président Mitterrand s'est dit en faveur de la mise sur pied d'une filiale énergétique de la Banque mondiale qui appellerait la participation tant des pays industrialisés que des pays exportateurs de pétrole. Le Canada préconise lui aussi l'établissement d'une telle filiale.